

**Union européenne - États-Unis -
Syrie - Ukraine - Déclarations de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, en
marge de la conférence sur la
sécurité
(Munich, 18 février 2017)**

Q - Est-ce que vous estimez que les Américains ont clarifié leur position ? Est-ce que la France et les autres sont rassurés ?

R - Il y a un début de réponse. Le vice-président Pence a réaffirmé l'attachement des États-Unis à l'Alliance atlantique, et donc à l'OTAN, ça c'est positif. Simplement il faut voir concrètement comment cela se décline, puisqu'il est dans le même temps demandé aux Européens de faire plus et de payer plus. Tout cela est un point d'interrogation. Par ailleurs, j'ai été frappé qu'il n'ait à aucun moment mentionné l'Union européenne.

L'Union européenne, pour nous, c'est l'essentiel, pour chacune des nations qui la composent. Ce n'est pas seulement vrai sur le plan économique, mais c'est vrai aussi sur le plan politique, sur le plan de notre sécurité. L'Union européenne, j'en profite pour le réaffirmer, doit prendre encore plus sa place dans ce nouvel ordre mondial, qui est en train d'être bousculé par la montée de l'isolationnisme américain, par le retour des nationalismes et de la mouvance populiste partout dans les démocraties. Il faut des socles qui rassurent et qui protègent et donc, plus que jamais, l'Union européenne est nécessaire.

Je ne veux pas faire de procès d'intention au vice-président Pence. Il se rend à Bruxelles lundi prochain et j'espère que là, nous aurons une réponse claire à la question, puisque Donald Trump avait laissé entendre qu'il se réjouissait du Brexit et qu'il y en aurait d'autres. Nous attendons une clarification.

Q - Est-ce que vous avez les idées claires sur la stratégie américaine aujourd'hui dans la lutte contre Daech ? Au Moyen-Orient ? Sur la Syrie ?

R - Je n'ai pas des réponses à toutes les questions que vous posez là. Je crois que les Américains sont sincères dans leur engagement pour lutter contre Daech, mais ils sont en train de revoir, avant de prendre une décision, l'ensemble de leur stratégie en la matière pour voir quelle est la réponse la plus efficace pour vaincre Daech. Pour nous, il est essentiel de vaincre Daech. Il faut vaincre Daech sur le plan militaire, c'est ce que nous faisons en Irak et en Syrie, mais il faut aussi le vaincre en trouvant des solutions politiques aux crises. C'est ce que j'ai expliqué à mon partenaire américain, en particulier sur le dossier syrien, par la voie diplomatique, par la voie de la négociation et de la transition politique. Sur ces questions,

j'attends bien sûr des réponses. Je n'ai pas en revanche été rassuré du tout sur le conflit israélo-palestinien.

Et quant à l'Ukraine, j'ai rappelé la nécessité des sanctions qui sont liées à la mise en oeuvre des accords de Minsk. La France et l'Allemagne jouent un rôle très important pour contribuer à sortir de cette crise ukrainienne mais dans le respect du droit, c'est-à-dire qu'on ne met pas en cause les frontières d'un État souverain. C'est ce qui a été fait en Ukraine et qui n'est pas acceptable, ce qui a conduit aux sanctions. En même temps, c'est ce qui a conduit à un engagement franco-allemand pour créer les conditions d'un accord, d'une négociation, les accords de Minsk qui sont toujours sur la table et il n'y en a pas d'autres. Donc sur cette question, j'ai plutôt été rassuré par les Américains, mais encore une fois, sur ce sujet comme sur les autres, c'est l'avenir qui nous éclairera et j'espère que cet avenir sera constructif, positif, car je crois au multilatéralisme.

Je ne crois pas au chacun pour soi, je ne crois pas simplement au règlement des questions par la force et par des deals à la fin. Je crois à une conception d'un monde organisé. La mondialisation dans laquelle nous vivons, si on veut qu'elle soit bénéfique à tous, il faut qu'elle soit régulée. Le G20, c'est un exemple de régulation. Si on veut lutter contre les paradis fiscaux, si on veut lutter contre la fraude fiscale et la criminalité, cela s'organise. Ce n'est pas chacun pour soi. Si on veut lutter contre le réchauffement climatique, ce n'est pas chacun pour soi. Il y a les accords de Paris. Si on veut lutter pour le développement, et il y en a besoin, et en particulier en Afrique, cela s'organise et cela nécessite de la solidarité. C'était un des sujets du G20.

Si on veut redonner confiance aux citoyens, ce n'est pas par la montée du nationalisme et le retour au passé, j'allais dire au XIXe et au XXe siècles, qui ont conduit aux affrontements que l'on sait, c'est par les réponses concrètes, qui rassurent et qui donnent de la sécurité et, qui, en même temps, donnent des perspectives d'avenir aux citoyens du monde.

Q - Qu'est-ce que la rencontre sur l'Ukraine a apporté comme résultat aujourd'hui ?

R - Elle a montré que Russes et Ukrainiens n'avaient pas d'autre choix que de respecter les accords de Minsk. Ils ne revendiquent aucune autre solution alternative. Il a été plus tôt convenu que nous puissions nous retrouver très vite, pourquoi pas dans trois semaines, pour voir les avancées qui ont été décidées sur le cessez-le-feu, sur le retrait des armes lourdes, sur les échanges de prisonniers, pour ne prendre que trois exemples très concrets. Cela demande de la patience, parce que parfois nous sommes obligés de constater le manque de volonté sur le terrain, aussi bien côté séparatistes - avec le rôle que les Russes pourraient jouer pour les pousser à respecter certains engagements, mais aussi du côté ukrainien - où parfois il est compliqué de comprendre quelle est la stratégie. Donc pour nous, Français et Allemands, si nous reprenons sans cesse l'initiative pour refaire revivre ce format franco-allemand, ce format Normandie, c'est parce que nous sommes convaincus que c'est par cette voie que nous pourrons sortir de cette crise./.